

ORE 2007 : DECLARATION DES REPRESENTANTS DES PERSONNELS AU CTPL DU 22 MAI 2007.

Les représentants des personnels ont boycotté la première séance du CTPL convoquée pour le 14 mai dernier afin de protester contre les 13 suppressions d'emploi, essentiellement de C, qui affectent le réseau départemental du Trésor Public en 2007.

Le gouvernement récemment installé confirme son intention de s'attaquer à l'emploi public en ne remplaçant pas le départ à la retraite d'un fonctionnaire sur deux.

Ce choix idéologique conduira à mettre en difficulté croissante les services publics sur tout le territoire. Mais ces considérations sont même déjà dépassées en 2007 pour notre département avec des emplois supprimés équivalents aux départs à la retraite annoncés.

A ce rythme-là, la politique de baisse continue des effectifs prépare de nouveaux abandons de missions et accélère le démantèlement du réseau.

Aujourd'hui vous nous présentez la **localisation des 13 emplois retirés dans les postes des Pyrénées-Atlantiques :**

-7 C à la TG de Pau ramenant ainsi les effectifs du poste de 34 à 27 pour cette catégorie d'agents, soit – 20%. Cette baisse importante supposera-t-elle une réorganisation des services, des déplacements de personnels ? En tout état de cause nous constatons que vous agissez en autocrate dans la localisation interne des suppressions d'emplois.

-5 C dans les postes spécialisés « impôt », répartis comme suit : -1 à la TP de Bayonne et - 2 à la TP de Pau comme à Biarritz. C'est le signe d'une mise en cause permanente de la mission recouvrement. Les suppressions s'y opèrent par automaticité, en toute ignorance de la charge réelle de travail pourtant alourdie à plusieurs moments de l'année, avec notamment le traitement des retours des Centres d'encaissement, la PPE, des exigences nouvelles en matière de relations avec le contribuable.....

-1 B à Iholdy, conséquence de la décision unilatérale du Trésorier Payeur Général de fermer la Trésorerie dès cette fin d'année. La menace sur le réseau rural s'accroît sournoisement car des départs à la retraite interviennent dans plusieurs trésoreries à faible effectif qui, sans remplacement des agents, vont connaître des difficultés de fonctionnement. Et par ailleurs, dans un contexte de pénurie, si les vacances d'emploi y sont favorablement comblées par des affectations internes au département, ce sera inévitablement au détriment d'autres postes.

Nous nous opposons donc résolument aux 13 suppressions d'emploi dont l'onde de choc fragilise encore plus l'ensemble du réseau du Trésor Public des Pyrénées-Atlantiques.

De plus, quel que soit le sens que vous donnerez à vos choix, et estimant que ces derniers relèvent de votre seule compétence et de votre seule responsabilité, nous ne participerons ni à quelque débat ni à quelque vote que ce soit.